

#### Instances

Comité

Présidente: Katherine Owen (dès juin 2017).

Monica Cavadini (jusqu'à juin 2017)

Membres: Matteo Cavadini, Henri Megroz, Delphine Stalder, Luiza Vasconcelos et Claudia Wyrsch avec la collaboration de Michaela Buschi et Robert Dupertuis (dès juin 2017) comme

personnes ressources.

Contrôleurs aux comptes

Interne : Valérie Bouloudani et Viviana Belarmino da Silva

Externe: Fiduciaire Global Audit SA

Secrétariat

Secrétaire Général : Alejandro Mackinnon Chargée de projets : Maria Adelaida Muñoz

Chargé de communication et comptabilité : Florian Tissot En mission temporaire : Johana Hierso-Wisard (jusqu'à juillet 2017), Adrian Grimaldo (dès mai 2017), et Marion Paravicini (dès décembre 2017)

Stagiaires: Thibault von Däniken (de février à juillet 2017)

Avec le soutien d'une quarantaine de personnes bénévoles qui collaborent dans le cadre de nos actions et manifestations.

Édition par GeTM; Genève, avril 2018. Réalisation et montage : Florian Tissot

Photo de couverture : village de Dassoute au Togo Imprimé en 250 exemplaires sur papier recyclé **Partenaires** 

Au Bénin: CDEL, à Cotonou

En Colombie: Enda-Colombie, à Bogota

Penca de Sábila, à Medellín Vamos Mujer, à Medellín

Au Pérou : Cesip, à Lima

Desco-Sur, à Arequipa

Au Togo: Cetramode, à Dassoute

ETD, à Lomé

Gradse et MVCP, à Sokodé

GeTM est membre de :

FGC Fédération Genevoise de Coopération

APRES-GE Chambre de l'Économie Sociale et Solidaire

GeTM est partenaire de :

PPE+ de la Chambre de l'économie sociale et solidaire de Genève (APRES-GE)

Syni-Lausanne du Bureau des emplois temporaires subventionnés de la ville de Lausanne

GeTM participe à :

Programme Solidarité EAU

Plateforme Souveraineté alimentaire en Afrique - FGC

Coordination de quartier des Eaux-Vives

### Le mot du Comité

Chère lectrice, cher lecteur,

L'année 2017 a été une année charnière dans la vie de notre association. Les pages de ce rapport vous permettront de découvrir la dynamique de l'association, l'évolution de notre stratégie institutionnelle et de communication ainsi que le déroulement des actions soutenues au Bénin, au Togo, en Colombie et au Pérou. L'année 2017 a permis de clore un processus de renforcement institutionnel important et de poser les jalons pour les années à venir : une stratégie quinquennale validée par nos principaux partenaires financiers, une trésorerie assainie, des procédures actualisées, des outils de gestions adaptés, des partenariats enrichis avec des associations d'Afrique et d'Amérique du Sud.

Les projets sur le terrain répondent à des besoins exprimés par les populations et sont minutieusement analysés et évalués avec nos partenaires de terrain. Les actions soutenues viennent ainsi améliorer le quotidien des personnes les plus vulnérables par le développement d'une économie sociale et solidaire, par la gestion durable des ressources naturelles, par la recherche d'une souveraineté alimentaire et par l'instauration des relations plus égalitaires entre hommes et femmes. Elles ne se limitent pas à atteindre des effets locaux : 80 % de nos projets visent à influencer les politiques nationales, que ce soit en matière de droits des enfants, de l'accès à l'eau potable, de décentralisation ou de promotion des petits producteurs.

Notre action vise un soutien sur le long terme, par la proposition d'alternatives durables et pérennes. Nous avons été fiers d'apprendre qu'un projet de construction de citernes d'eau de pluie que GeTM avait soutenu dans sa phase pilote entre 2004 et 2010, dans la zone

semi-aride du Brésil, a remporté en 2017 le 2e prix mondial dans le cadre de la conférence des Nations Unies contre la désertification, devenant une référence mondiale. Nous voyons là une reconnaissance de notre approche qui vise à produire des changements durables grâce à des politiques publiques efficaces. Il faut cependant rappeler que 2017 se caractérise par un contexte sociopolitique contraignant, où la solidarité internationale est facilement questionnée et mise en concurrence avec d'autres secteurs bénéficiaires des politiques publiques. C'est pourquoi GeTM a continué son plaidoyer pour faire respecter les engagements de la Suisse dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD), notamment en ce qui concerne la dotation de fonds publics pour la coopération.

L'année 2017 a été aussi une année de changement et de renouveau : après sept ans à la présidence de l'association, Monica Cavadini a laissé sa place. Qu'elle soit ici vivement remerciée pour son courage, son énergie, son enthousiasme et son militantisme. Elle a su donner un nouveau souffle qui a permis de maintenir notre niveau d'engagement tout en garantissant la qualité de nos actions. Un grand merci également à Katherine Owen, qui a repris la présidence en juin 2017 et qui a su mettre à contribution son expérience et son professionnalisme.

Notre action n'aurait pas été possible sans l'investissement des membres permanents et intérimaires du Secrétariat, des personnes ressources et des bénévoles. Un grand merci à toutes et à tous.

Nous vous donnons rendez-vous en 2018 pour nos 35 ans.

Genève, avril 2018

Le Comité



### Mise en place de la stratégie institutionnelle

La stratégie institutionnelle et la stratégie de coopération 2017-21 de GeTM ont été validées et appréciées positivement par la FGC. Elles deviennent ainsi le cadre de référence institutionnelle pour toutes nos actions.

La stratégie de partenariat, prévue pour 2019, est en bonne voie. Des discussions sont en cours avec nos partenaires sur le terrain et de nouveaux outils de gestion et de suivi des projets sont d'ores et déjà testés avec leur collaboration.

L'ensemble des financements publics et des cofinancements obligatoires planifiés pour 2017 ont été obtenus. Les efforts de diversification des financements des projets portent leurs premiers fruits : 30 % du volume des projets est aujourd'hui cofinancé par des bailleurs internationaux et/ou par des financements terrain. GeTM investit beaucoup de temps et de ressources humaines pour diversifier ses fonds. Nous remercions les trois fondations suisses qui nous ont soutenus en 2017.

Les actions appuyées sont cohérentes avec notre stratégie et ont une incidence sur les politiques publiques. En effet, 80 % des projets participent à la définition de politiques publiques nationales et/ou régionales. De même, 60 % des partenaires participent activement dans des réseaux nationaux ou transfrontaliers.

En Suisse, GeTM participe activement à des réseaux d'échange entre associations, notamment dans le cadre de la FGC et d'APRES-Genève.

En ce qui concerne le processus de changement d'identité entamé en 2017, quatre ateliers animés par Mme Katia Cipelli ont été menés avec les membres du Comité, du Secrétariat et des membres adhérents de GeTM, avec la collaboration d'étudiants de l'école de communication CREA Genève. Ce travail se poursuit en 2018 avec pour objectif d'entériner un nouveau nom et une nouvelle ligne graphique pour notre organisation.

En matière d'information du public, le tirage des publications a été augmenté de 30 % et certains projets ont fait l'objet d'articles dans des magazines d'Air France et d'Amnesty International, ainsi que dans le journal Le Courrier, nous offrant une forte visibilité. Des actions de sensibilisation sur la situation en Colombie ont été menées dans le cadre du festival Filmar et de la FGC.

En collaboration avec la FCG, GeTM a encore organisé une formation à destination d'une quinzaine d'élus municipaux pour les sensibiliser aux projets de coopération et sur les critères d'évaluation. Enfin, nous avons également adhéré à des actions de plaidoyer, notamment pour la défense des budgets alloués à la coopération avec 2 communiqués en 2017 contre les réductions des budgets alloués à la coopération.

À l'issu de la première année, nous constatons la pertinence et la cohérence des objectifs fixés pour 2021. Certes, des efforts doivent encore être mis en œuvre pour parvenir aux objectifs fixés, notamment en termes de moyens et de ressources à allouer dans la communication et la recherche de fonds. Les résultats à ce stade sont très encourageants et nous donnent confiance pour faire face aux enjeux à venir.



# Stratégie de communication

Dans une situation récurrente de remise en question de la solidarité internationale, la durabilité des associations passe par la mobilisation de nouveaux acteurs et par la diversification des sources de financement auprès des bailleurs publics et privés. De nouvelles contraintes exigent des associations une communication plus efficace et percutante. Il devient donc nécessaire d'avoir un message rapidement compréhensible afin de convaincre de nouveaux membres de nous rejoindre. Une identité forte et reconnaissable est un atout indéniable pour y parvenir.

C'est face à ce constat que notre association fait le choix de mettre à jour son image pour séduire de nouveaux membres et bailleurs de fonds et mieux financer ses projets sur le terrain. Le Comité, et les membres réunis en Assemblée générale et au sein des ateliers participatifs sont convaincus que le changement d'identité permettra de mieux nous positionner comme un acteur clé de la solidarité et apportera des avantages décisifs dans les années à venir.

Bien que les membres soutenant notre association depuis longtemps adhèrent à nos valeurs, ce n'est pas le cas pour le grand public et les jeunes qui ne se reconnaissent pas dans le nom actuel qui renvoie à des schémas d'un autre temps, en contradiction avec les valeurs résolument modernes et novatrices de nos projets sur le terrain.

Il devient nécessaire de sensibiliser et de mobiliser les nouvelles générations qui seront les futurs moteurs de notre association, et de rendre nos actions et nos projets de développement toujours plus visibles et attractifs auprès de ces publics indispensables au renouvellement de la base de notre association.

Ce changement d'identité ne doit pas être vu comme un changement brutal de cap, mais comme une adaptation logique et cohérente aux contraintes de son temps. Le but est simplement de rendre les actions et les projets sur le terrain toujours plus visibles et compréhensibles auprès du grand public, permettant à terme de rencontrer une large adhésion auprès de publics nouveaux, comme les plus jeunes qui seront l'avenir de l'association. Tout cela en restant fidèle aux valeurs et aux engagements de l'association, soutenus et défendus par ses membres, qui fêteront cette année sa 35e année d'existence.

Les buts de la stratégie de communication sont de permettre à l'association d'informer de manière transparente et ciblée sur les actions de coopération menées, d'augmenter leurs visibilités, d'élargir ses réseaux, d'attirer des membres et de capter de nouvelles sources de financement. C'est en développant des outils de communication efficaces et en offrant plus de place aux visuels que nous comptons y parvenir. L'ensemble des supports de communication qu'ils soient imprimés ou numériques évolueront pour vous proposer une information toujours plus claire et transparente et une meilleure compréhension des enjeux de nos contextes d'intervention. Le site web évoluera également afin que vous puissiez trouver plus rapidement les informations qui comptent pour vous et offrir de nouveaux services en ligne.

Notre objectif est d'offrir une plus grande transparence et une meilleure compréhension de nos actions sur le terrain en proposant une communication claire et reconnaissable par le plus grand nombre, des membres convaincus aux plus jeunes qui nous découvrent.



### Vie associative

### Présence dans la cité

Le Comité s'est réuni 12 fois pour traiter les questions stratégiques et opérationnelles. Trois groupes de travail se sont rencontrés régulièrement pour échanger et avancer sur des thématiques clés. Le groupe Projets a travaillé sur l'opérationnalisation de la stratégie de coopération et à l'élaboration de stratégies par pays. Le groupe Manifestations a évalué les opportunités de participer à des évènements. Un groupe Communication a été créé pour élaborer la stratégie de communication.

Des ateliers sur le changement de nom de l'association, organisés de mars à mai, ont rassemblé près de 40 membres de l'association pour réfléchir à la nouvelle identité de l'association. De nombreuses idées ont émergé de ce processus participatif qui fut très enrichissant sur les attentes des membres concernant l'avenir de l'association. Cependant, aucune proposition de nom n'a été jugée satisfaisante. Le Comité souhaite donc faire appel à un professionnel externe.

GeTM participe à l'insertion et à la formation professionnelle d'étudiants et de jeunes diplômés en quête d'une première expérience dans la coopération. Dans le cadre du programme «PPE+» d'APRES-GE et avec le programme «Syni Lausanne», nous avons accueilli 3 jeunes professionnels pour 2 postes équivalent temps plein sur 6 mois. De plus, un stagiaire académique a été accueilli durant 6 mois à 80 %.

Une soirée a été organisée en décembre pour remercier les bénévoles et les informer des futures activités de l'association. Nous remercions vivement toutes les personnes qui se sont impliquées auprès de GeTM et qui nous permettent de mener à bien nos activités.

#### Vente de plantons:

Des ventes de plantons ont été organisées au mois de mai. Les jardiniers plus ou moins amateurs ont pu soutenir notre association dans le développement de l'agroécologie au Togo, en achetant des plantons bio cultivés par les Artichauts, au parc Beaulieu. Une vente a également eu lieu à Balexert le 20 mai 2017.

#### Fête de la Musique :

Durant cette manifestation, GeTM a tenu un stand de nourriture et de boissons sur la promenade du Pin, pour présenter le projet de Vamos Mujer en Colombie. La tenue du stand a mobilisé dans une ambiance conviviale une quarantaine de bénévoles de tous âges et d'horizons divers.

#### FILMAR en América Latina:

GeTM a renouvelé son partenariat au festival FILMAR en América Latina et a organisé une table ronde à l'issue de la projection du film La Nueva Medellín de Catalina Villar. Ce film a été l'occasion de présenter le contexte de post-conflit en Colombie dans lequel GeTM développe plusieurs projets, et de nourrir un débat très enrichissant avec le public.

#### Formation des élus :

GeTM reste persuadée de la nécessité de sensibiliser les élus sur les questions liées à la solidarité internationale. C'est pourquoi, toujours en partenariat avec la FGC, elle a coorganisé un atelier d'échange adressé aux élus municipaux et aux services administratifs chargés des dossiers de coopération. Ces séances offrent un espace d'échange sur les visions de la coopération, sur les modalités et les critères d'analyse des projets.



# GeTM au Bénin : Priorité aux femmes et aux jeunes

Prévention des addictions et de l'abandon scolaire auprès des élèves des collèges et lycées. Cotonou Partenaire CDEL

La phase pilote de ce projet, unique en son genre, s'est terminée à la fin 2017. Un vaste programme d'actions de prévention s'est déroulé dans 5 lycées de Cotonou auprès de plus de 5'000 jeunes. Des «clubs de sensibilisation», créés dans chaque établissement scolaire, proposent des espaces de rencontre et de promotion d'activités qui favorisent l'échange, l'écoute ou la solidarité entre jeunes. Ces clubs sont aujourd'hui consolidés et jouent un rôle majeur dans la dynamique de pérennisation des acquis.

Plus de 150 filles et garçons, formés en tant que pairs éducateurs, sont chargé. e. s de sensibiliser leurs camarades autour de l'utilisation saine du temps de loisir et des risques liés à la consommation de matières dangereuses pour la santé. Ils sont capables d'identifier les élèves qui présentent un risque d'abandon scolaire et peuvent ainsi les accompagner ou les orienter vers des professeurs qui peuvent reprendre le relais pour aider ces jeunes à trouver des solutions soit avec leurs familles, soit à l'aide de professionnels.

Une évaluation finale externe permettra de fixer les orientations pour répliquer cette expérience dans d'autres établissements éducatifs de Cotonou. Le projet est soutenu par les autorités de l'éducation, de la santé et de la sécurité.

Économie locale et accès à l'emploi pour les femmes et les jeunes. Cotonou, Porto-Novo, Dogbo, Avrankou et Adjarra Partenaire : CDEL

Une stratégie conjointe menée par les pouvoirs publics locaux, les demandeurs d'emploi et les organisations des corps de métiers permet de s'attaquer frontalement aux questions de développement économique local. Les actions visent la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes, l'amélioration des performances des acteurs économiques, l'amélioration des conditions de travail des artisans et des acteurs socioprofessionnels et l'implication des collectivités locales dans le développement économique. Deux nouvelles municipalités, Athiamé et Infangni, bénéficient également des actions du projet.

Le projet soutient plus de 800 jeunes à la recherche d'un emploi, 220 jeunes désireux de créer une entreprise et 400 jeunes micros et petits entrepreneurs organisés en associations professionnelles de transformation de produits locaux. Les actions bénéficient également à 300 femmes artisanes, transformatrices agroalimentaires, coiffeuses, couturières et photographes, organisées par corps de métier. Jeunes et femmes sont formés et appuyés grâce à des services innovants et des dispositifs d'accompagnement et de concertation/contractualisation.

Le CDEL est devenu une organisation formatrice qui dispose de stratégies pour assurer une bonne mobilisation de ressources humaines et financières. Les conditions sont donc réunies pour que les objectifs prévus soient atteints à la fin du projet.



# GeTM au Togo: renforcer les compétences des populations rurales

#### Renforcement socioéconomique pour le développement local. Savanes. Partenaire Cetramode

Ce projet redynamise la vie sociale de cinq villages en améliorant la production agricole grâce à la régénération des sols dégradés, la reconversion écologique, la diversification des cultures, la reforestation et la construction d'infrastructures nécessaires à la production agricole. Les producteur.rice.s ont reçu des formations techniques sur la gestion durable des sols, la transformation agroalimentaire, sur la culture d'entreprise. Trois magasins de stockage ont été construits dans les chefs-lieux. Ils sont gérés par des coopératives de producteurs. Cinq comités villageois ont élaboré des plans de développement locaux qui servent de cadre de concertation avec les autorités. Ces comités encouragent la participation citoyenne dans les décisions locales et informent les populations sur les enjeux du processus de décentralisation mis en place dans le pays.

# Renforcement de la démocratie et du développement économique local. Haho, Est et Moyen Mono, Notsé. Région des plateaux Partenaire ETD

Ce projet vient consolider les pratiques de démocratie locale en vue d'assurer des services publics de qualité aux populations. Une attention particulière a été donnée à la gestion des ordures ménagères de certaines bourgades où la situation menace la santé publique, l'environnement et le développement socioéconomique. En matière de développement économique, le renforcement des ESOP (entreprises de service et organisations de producteurs agricoles) implique les producteurs dans la valorisation de produits locaux de qualité et générateurs d'emplois durables pour les jeunes et les femmes. Cette phase du projet a permis d'élargir les actions à l'Est-Mono et de créer 2 nouvelles ESOP, dont une de commercialisation de viande, bénéficiant à environ 6'000 nouveaux producteurs.

#### Promotion des petits paysans en entrepreneurs viables. Région Centrale et des Plateaux

#### Partenaire: MVCP

Depuis deux ans, 300 familles paysannes de cinq villages (Matekpo, Malomi, Kpele Ele, Mamacope et Kougban) améliorent leur productivité et parviennent à leur autosuffisance alimentaire. Des petits producteur.rice.s, dont 40 % de femmes, ont adopté de nouvelles techniques agricoles respectueuses des sols et ont suivi des formations à la culture d'entreprise. 80 % des paysan.ne.s soutenu.e.s ont doublé la production de maïs et de riz et ont dégagé des excédents pour la commercialisation. Du soja biologique est actuellement exporté en Suisse. Les premiers changements sont observables en matière d'égalité de genre, mais des efforts restent à faire dans ce domaine.

#### Consolidation de la culture fruitière par la production du jus de fruits pour le marché local. Région Centrale et de la Kara. Togo Partenaire GRADSE

Les producteur.rice.s de mangues de 50 villages peuvent mieux valoriser les vergers traditionnels existants. Des producteur.rice.s de gingembre se sont associé.e.s au projet qui vise à diversifier les revenus des paysan.e.s par la fabrication de jus de fruits pour le marché local. L'usine de fabrication de jus de fruits est gérée par une coopérative de vingt femmes transformatrices et produit 4 variétés de jus en offrant un complément alimentaire de qualité accessible aux secteurs populaires. Les membres de la coopérative ont suivi des formations sur les techniques de production, l'organisation, la gestion ou encore les normes d'hygiène. La première année a surtout permis de perfectionner le processus de fabrication. Les tests sont encourageants et les jus sont très appréciés par les consommateur.rice.s locaux.



# GeTM en Colombie : le territoire garant de l'accès aux droits

# Gestion communautaire de l'eau potable en zones périurbaines et rurales. Antioquia.

Partenaire: Penca de Sábila

En 2017, l'École Communautaire de l'Eau a poursuivi son travail de formation et de conseil auprès des associations d'aqueducs communautaires, permettant de renforcer leurs compétences organisationnelles, techniques, administratives et environnementales et leurs actions d'incidence sur les politiques publiques au niveau local et régional. L'Association départementale des aqueducs communautaires d'Antioquia a accueilli 5 nouveaux membres et a joué un rôle clé lors de la 6e Rencontre Nationale d'Aqueducs Communautaires, lors de laquelle les stratégies et actions politiques à entreprendre ont été discutées, afin que la gestion communautaire de l'eau soit mieux reconnue. Enfin, le Réseau National d'Aqueducs Communautaires a adopté la version définitive d'un projet de loi qui vise à défendre les spécificités des aqueducs communautaires. Des actions de promotion de la loi et de collecte de signatures sont prévues pour la faire approuver par voie de référendum.

#### Gestion communautaire de l'eau potable en périphérie urbaine. Cundinamarca et Boyacá.

Partenaire: EndaCol

Durant la 1<sup>re</sup> année du projet, les associations d'aqueducs communautaires impliquées dans le projet ont renforcé leurs connaissances sur la gestion communautaire de l'eau et tous les concepts qui y sont attachés (l'accès à l'eau comme droit humain, les droits collectifs et environnementaux, les conflits territoriaux). Le monitoring communautaire de l'eau a révélé et documenté les menaces qui pèsent sur la qualité et la disponibilité de l'eau des

aqueducs communautaires : À Tasco (Boyacá) et à Mochuelo Alto (Cundinamarca), les activités d'extraction minière constituent un facteur de risque (pollution) prédominant sur les ressources en eau potable; tandis qu'à Ciudad Bolívar et à Usme (Cundinamarca), ce sont les activités d'agriculture intensive, l'expansion des frontières urbaines et les risques associés au changement climatique qui affectent particulièrement les communautés rurales concernées. Des stratégies d'incidence sur les politiques publiques (exigibilité des droits) ont été conçues pour répondre à ces problématiques.

# Femmes en mouvement pour la dynamisation de l'économie rurale et la construction de la paix sur leurs territoires. Antioquia.

Partenaire: Vamos Mujer

Les formations délivrées pendant la 1<sup>re</sup> année du projet ont permis aux femmes et à leurs familles de planifier leur production agroalimentaire sur la base de critères de souveraineté alimentaire, d'équité et d'égalité des genres et de proximité territoriale. Les sessions de formation, les rencontres et les discussions ont permis de mettre en évidence la double journée de travail des femmes. Elles assument les tâches agricoles de la ferme (activités productives), en plus des tâches reproductives (ensemble des tâches domestiques, de soin des enfants, d'alimentation, souvent assumées par les femmes), dans l'indifférence des autres membres de la famille. La participation à des espaces de formation et d'échange contribue à leur empowerment et leur permet de se sentir plus fortes pour négocier une répartition plus équilibrée des tâches reproductives. Enfin, 36 sessions d'appui psychosocial aux victimes du conflit ont été délivrées, qui leur ont permis de briser le silence, d'exprimer leurs émotions et d'entamer un processus de guérison.



# GeTM au Pérou : rendre effective l'égalité au quotidien

Prévention de l'exploitation des filles employées domestiques. Lima et Cusco.

Partenaire: Cesip

Depuis 2016, de nombreuses activités d'information et de sensibilisation sur la problématique du travail infantile domestique ont été réalisées en zone rurale et urbaine. Adressées aux familles des adolescentes, aux autorités et institutions publiques de protection de l'enfance, aux familles employeuses et au grand public, elles se sont focalisées sur les conséquences de ce type de travail sur la santé, la sécurité et le parcours éducatif des filles et adolescentes.

Des centres de développement intégral ont été créés dans 4 communautés rurales. Ils accueillent 157 filles, garçons et adolescent.e.s entre 11 et 14 ans et leurs proposent des activités ludiques et éducatives. Un programme de formation a également été créé en zone urbaine, il a permis à 180 adolescentes travailleuses domestiques de renforcer leurs compétences personnelles (estime de soi, identité), de connaître et exercer leurs droits et de connaître les institutions de protection.

Jusqu'ici 20 filles et 104 adolescentes victimes de violations de leurs droits ont été identifiées et prises en charge afin que ceux-ci soient rétablis. Parmi elles, 20 filles et 7 adolescentes étaient soumises à de graves situations d'exploitation.

Par ailleurs, il est possible de constater une participation accrue des institutions publiques. 39 autorités et fonctionnaires ont assisté à des réunions d'information et d'analyse sur la problématique du travail infantile domestique, sur les normes en vigueur, sur les rôles de chaque institution et sur la situation actuelle du système de protection.

Valorisation du rôle de la femme dans la chaîne productive des lamas et d'alpagas. Caylloma
Partenaire: Desco Sur

Les actions du projet se sont centrées sur le renforcement des compétences des paysannes des hauts-plateaux andins en matière de production et de négociation dans le domaine du marché de la viande de lama et de la laine d'alpaga. Par ailleurs, plus de 100 ha d'écosystèmes fragiles très affectés par les changements climatiques ont déjà été récupérés grâce à une gestion adéquate des ressources hydriques et des pâturages.

Un accent particulier est porté aux questions de genre afin de valoriser et reconnaître le rôle des femmes dans la filière productive et de commercialisation. En effet, seul l'homme chef de famille était agréé par les services étatiques pour commercialiser les animaux. Grâce au projet, les femmes ont été formées, certifiées et donc agréées en tant qu'éleveuses. Elles peuvent ainsi faire bénéficier leur bétail des campagnes sanitaires, vendre du bétail ou encore amener les animaux aux abattoirs pour la vente de viande. Cela est d'une haute importance, surtout lorsque les hommes sont obligés de quitter les hauts-plateaux pour aller travailler dans les mines.

Des formations à destination d'une dizaine d'organisations paysannes de la région ont permis de renforcer leurs compétences dans la gestion, la commercialisation et l'incidence auprès des autorités locales pour une meilleure adéquation des politiques publiques avec les activités d'élevage.



### Un projet pilote brésilien primé au niveau international

Le 2e Prix du World Future Council a été décerné en 2017 à un projet de récolte des eaux de pluie au Brésil, dans le cadre de la conférence des Nations Unies contre la désertification.

Entre 2004 et 2010, GeTM a soutenu le CF8 (Centre Féministe 8 Mars) qui a contribué à la mise en place d'un programme de construction de citernes pour récolter l'eau de pluie dans les régions semi-désertiques du « Nordeste » brésilien. Ce projet, conçu à partir d'un modèle classique de distribution des tâches, où les hommes étaient formés et payés pour construire des citernes en béton armé et où les femmes fournissaient le travail bénévole (apport d'eau, repas, etc.) a été modifié de à l'initiative de notre partenaire. En effet, le CF8 s'est aperçu que ce projet reléguait les femmes aux tâches moins valorisantes, en creusant les différences de genre dans un contexte rural déjà très marqué par le machisme et le manque d'autonomie des femmes.

Le CF8 et GeTM ont proposé un projet novateur et révolutionnaire qui donnait aux femmes la possibilité d'accéder à une formation technique et à un salaire digne. Un projet pilote a formé 12, puis 24 «cisterneiras» (appellation donnée aux femmes chargées de la construction des citernes), qui sont ensuite devenues formatrices et ont construit plus de trois cents citernes familiales. Les agents de l'État ont revu la technologie à utiliser, pour qu'elle soit mieux adaptée aux forces disponibles. Les hommes ont apporté le travail bénévole (excavation et transport des matériaux). La construction de citernes par les femmes a déconstruit plusieurs tabous sur les compétences et la place des femmes dans la communauté rurale.

L'expérience a été divulguée au niveau national, ce qui a éveillé l'intérêt massif des femmes d'autres régions arides pour participer

à ce programme. Suite à cela, le CF8 a été mandaté par le gouvernement brésilien pour former plus de mille «cisterneiras». Cela a permis à GeTM de se retirer du projet pilote et de consolider une politique publique offrant l'accès durable à l'eau potable pour les familles rurales vivant dans la région semi-aride du Brésil. L'objectif du gouvernement d'installer un million de réservoirs de collecte d'eau de pluie à usage domestique a été atteint en 2014.

C'est cette politique publique largement inspirée du projet du CF8, et enrichie par les apports de la société civile qui est considérée comme l'une des initiatives les plus importantes dans le monde dans la lutte contre la désertification. Le World Future Council relève la coopération réussie entre les organisations de la société civile et les organismes techniques de l'État. Appuyé par quatre gouvernements fédéraux successifs, ce programme est devenu, une politique nationale efficace de lutte contre la désertification.

Pour GeTM, ce prix est une reconnaissance à sa vision institutionnelle, qui mise sur la durabilité et le long terme et sur l'autonomisation des bénéficiaires qui deviennent acteurs de leur propre développement. C'est aussi la construction de partenariats forts avec des organisations ancrées dans la société civile qui permettent d'influencer les politiques publiques afin qu'elles soient plus efficaces et pertinentes.

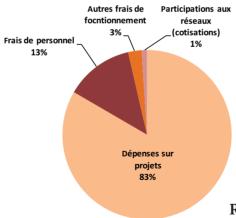
GeTM est fière d'avoir soutenu ce projet pilote. Repris par le gouvernement brésilien, il a offert une solution pérenne d'accès à l'eau dans des régions semi-arides, mais aussi permis de repenser les relations de genre au sein de la famille et de la communauté en donnant aux femmes un rôle prépondérant dans la gestion de l'eau et dans leur communauté.

# Compte résultat de l'exercice 2017 (période du 1er janvier au 31 décembre 2017)

	2017	2016
PRODUITS affectés aux projets		
Financements FGC	945 633	944 401
Financements divers	37 500_	116 000
TOTAL produits affectés aux projets	983 133	1 060 401
PRODUITS non affectés		
Cotisations des membres	1 950	1 070
Dons et legs divers	40 486	35 964
Honoraires pour mandats spéciaux	1 500	-
Subvention Ville de Genève	15 500	15 500
Bénéfices manifestations	16 406	623
TOTAL des produits non affectés	75 842	53 157
TOTAL DES PRODUITS	1 058 975	1 113 558
CHARGES sur les projets		
Dépenses des projets sur fonds FGC	-832 310	-852 563
Dépenses des projets sur fonds divers	-29 256	-98 986
TOTAL charges des projets	-861 565	-951 549
Frais de fonctionnement		
Frais de personnel	-134 655	-138 510
Autres Frais de fonctionnement	-26 722	-23 975
TOTAL des frais de fonctionnement	-161 377	-162 485
Participation aux réseaux		
Cotisations	-951	-507
Participation financière FGC	-9 456	-9 444
TOTAL participation aux réseaux	-10 407	-9 951
TOTAL DES CHARGES	-1 033 350	-1 123 985

# Compte résultat de l'exercice 2017 (période du 1er janvier au 31 décembre 2017)

	2017	2016
Résultat d'exploitation de l'exercice	25 625	-10 426
Résultat financier	-730	-748
Résultat exceptionnel	223	368
Résultat avant variation des fonds	25 118	-10 807
Allocations aux fonds affectés (cf. annexe 1)	-983 133	-1 060 511
Utilisations des fonds affectés (cf. annexe 1)	861 565	951 549
Frais de gestion sur utilisations des fonds affectés (cf. annexe 1)	108 413	118 718
Résultat de l'exercice ( + bénéfice / - perte )	11 963	-1 051



Répartition des dépenses en 2017

# Bilan au 31 décembre 2017

ACTIF	2017	2016	6 PASSIF		2016
Actif circulant			Capitaux étrangers à court terme		
Caisse	299	540	Dettes sociales et fiscales	7 418	11 509
CCP	14 250	2 320	Créanciers et passifs transitoires	9 909	10 097
BCGE	24 089	1 685	Fonds pour projets en cours (voir Annexe 1)	15 704	2 550
TOTAL	38 638	4 544	TOTAL	33 031	24 155
Actif immobilisé			Capitaux étrangers à long terme		
Matériel et mobilier / agencements divers	0	0	Prêts	20 000	5 000
Amortissement mobilier et agencements	0	0	Provisions	0	0
Matériel informatique	489	0	TOTAL	20 000	5 000
Amortissement matériel informatique	-245	0	Capitaux propres		
Débiteurs divers	1 500	0	Résultat reporté	-18 303	-17 252
Cautions	6 308	6 308	Résultat de l'exercice (+ bénéfice / - perte)	11 963	-1 051
TOTAL	8 053	6 308	TOTAL	-6 340	-18 303
TOTAL ACTIF	46 691	10 852	TOTAL PASSIF	46 691	10 852

# Financement des projets (par bailleur)

Annexe 2 : Financements reçus pour les projets en 2017

Communes	241 161	Bernex / FGC	Toos	Vari / CRADCE / Canadid autom (miti) as a surround destina de insele (mite	20 000
Communes	241 101	Carouge / FGC	Togo	Kara / GRADSE / Consolid. culture fruitière pour production de jus de fruits	28 800 46 865
		U		Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	
		Confignon / FGC	Togo	Kara / GRADSE / Consolid. culture fruitière pour production de jus de fruits	12 500
		Lancy / FGC		Antioquia / Penca de Sábila / Gestion de l'eau potable en zones périurbaines	40 000
		Meinier / FGC	Togo	Kara / GRADSE / Consolid. culture fruitière pour production de jus de fruits	5 000
		Onex / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Amélioration production d'alpagas et lamas IV	30 000
		Plan-les-Ouates / FGC	Togo	Savanes / Cetramode / Renforc. socio-économique pour le dév. local	17 095
		Satigny /FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Amélioration production d'alpagas et lamas IV	10 643
		Satigny / FGC	Togo	Savanes / Cetramode / Renforc. socio-économique pour le dév. local	10 835
		Troinex / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Promo. petits prod. en entrepreneurs agric. viables	500
		Versoix / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Femmes en mouvement: éco. rurale et constr. Paix	25 000
		Veyrier / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Amélioration production d'alpagas et lamas IV	17 250
		FGC		Déduction pour participation au fonds information	-3 327
Ville de Genève	210 255	Vgen / FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Économie locale et accès à l'emploi jeunes et femm	29 280
		Vgen / FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	33 125
		Vgen / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Gestion de l'eau potable en zones périurbaines	39 850
		Vgen / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Prévention émigration et travail infantile domestique	53 000
		Vgen / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	55 000
État de Genève	197 266	Egen / FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Économie locale et accès à l'emploi jeunes et femm	30 000
		Egen / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Femmes en mouvement: éco. rurale et constr. Paix	29 000
		Egen / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Prévention émigration et travail infantile domestique	45 000
		Egen / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Promo. petits prod. en entrepreneurs agric. viables	49 297
		Egen / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	43 969
Confédération	296 951	DDC / FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Économie locale et accès à l'emploi jeunes et femm	30 000
		DDC / FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	10 000
		DDC / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Gestion de l'eau potable en zones périurbaines	50 000
		DDC / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Femmes en mouvement: éco. rurale et constr. Paix	45 000
		DDC / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Amélioration production d'alpagas et lamas IV	1 751
		DDC / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Prévention émigration et travail infantile domestique	68 000
		DDC / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Promo. petits prod. en entrepreneurs agric. viables	19 500
		DDC/FGC	Togo	Kara / GRADSE / Consolid. culture fruitière pour production de jus de fruits	3 700
		DDC / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	69 000
Divers	37 500	Fond, PETRAM	Togo	Savanes / Cetramode / Renforc. socio-économique pour le dév. local	20 000
		Fond. Michel Berset	Bénin	Cotonou / CDEL / Prévention des addictions et de l'abandon scolaire	15 000
	Fond. Fribourg for Childrer Divers			Fonds projets divers	2 500
		Dons divers privés	Divers		-
		TOTAL RECU POUR LES			983 133

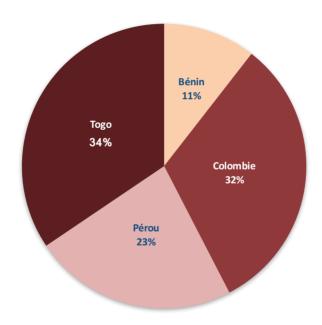
# Tableau de variation des fonds affectés aux projets

Annexe 1: Tableau de variation des fonds affectés aux projets en 2017

Projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2017							
,		Report au	Allocations	Utilisations	Frais	Transferts	Solde au
Pays	Pays Nom du Projet		aux fonds	des fonds	gestion	Internes	31.12.17
Bénin	CDEL / Cotonou - Économie locale et accès à l'emploi jeunes et femmes	-312	89 280	<i>-</i> 79 000	-9 875		93
Colombie	ENDACOL / Boyaca - Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	150	89 297	-78 600	-9 825		1 021
Colombie	PENCA / Antioquia - Gestion de l'eau potable en zones périurbaines	280	129 250	-110 142	-13 768		5 620
Colombie	VAMOS / Antioquia - Femmes en mouvement: éco. rurale et constr. paix	<i>-</i> 1 714	98 625	-85 929	-10 741		240
Pérou	DESCO / Arequipa - Amélioration production d'alpagas et lamas IV	-158	58 935	-52 646	-6 581		-450
Pérou	CESIP / Lima, Cusco - Prév. émigration et travail infantile domestique	117	166 000	-146 698	-18 337		1 082
Togo	CETRAMODE / Savanes - Renforc. socio-économique pour le dév. local		47 674	-42 596	-5 747		-107
Togo	ETD / Notsé - Renforcement démocratie et développement éco. local		167 969	-148 885	-18 611		473
Togo	GRADSE / Kara - Consolid. culture fruitière pour production de jus de fruits		49 306	-43 800	<i>-</i> 5 475		156
Togo	MVCP / Région centrale - Promo. petits prod. en entrepreneurs agric. viables		69 297	-61 500	<i>-</i> 7 688		210
	Total des projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2017	-849	965 633	-849 797	-106 647	-	8 340
Projets div	vers en cours au 31.12.2017						
Pays	Nom du Projet	Report au	Allocations	Utilisations	Frais	Transferts	Solde au
rays	Nom du Frojet	01.01.17	aux fonds	des fonds	gestion	Internes	31.12.17
Divers	GETM / Fonds projets divers	1 519	2 500	-	-	-	4 019
Bénin	CDEL / Cotonou - Prévention des addictions et de l'abandon scolaire	1 880	15 000	-11 769	-1 765		3 346
	Total des projets divers en cours au 31.12.2017	3 399	17 500	-11 769	<i>-</i> 1 765	-	7 365
	Total des projets en cours au 31.12.2017	2 550	983 133	-861 565	-108 413		15 704

# Répartition des dépenses projets par pays

Pays d'intervention	Dépense	s en CHF	Pourcentage		
Bénin	CHF	90 769	11%		
Colombie	CHF	274 671	32%		
Pérou	CHF	199 344	23%		
Togo	CHF	296 781	34%		
Total	CHF	861 565	100,00%		





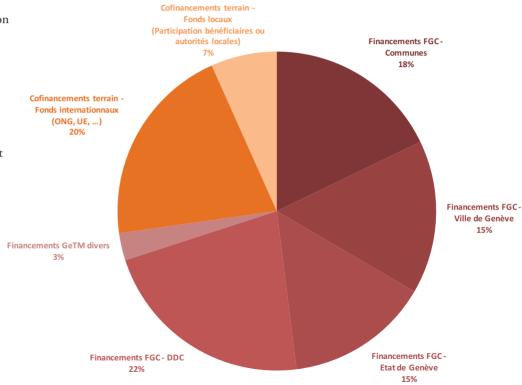
### Cofinancement des projets

#### **RÉPARTITION DES FINANCEMENTS DES PROJETS EN 2017**

GeTM encourage l'autonomisation de ses partenaires terrain. Celle-ci passe notamment par la diversification de leurs sources de financements et leur capacité à mobiliser eux-mêmes des fonds pour financer les activités.

Ainsi, de nombreux projets sont financés directement chez les partenaires terrain. Ces fonds sont budgétés, comptabilisés et font l'objet d'un audit au même titre que les fonds versés par GeTM. Ces cofinancements terrain proviennent de financements internationaux (ONG ou fonds européens) ou de financements locaux (participations des bénéficiaires ou financements par les autorités locales).

Les cofinancements (hors FGC) des projets soutenus par GeTM atteignent 30 % en 2017.



### **Un grand Merci!**

# En 2017, GeTM a pu mener ses actions grâce au soutien financier de :

- DDC Direction de la Coopération au Développement
- État de Genève
- Ville de Genève
- Ville de Carouge
- Ville de Lancy
- Ville d'Onex
- Ville de Versoix
- Ville de Veyrier
- Commune de Bernex
- Commune de Confignon
- Commune de Meinier
- Commune de Plan-les-Ouates
- Commune de Satigny
- Commune de Troinex
- Fondation PETRAM
- Fondation Michel Berset
- Fondation Fribourg for Children



Une association vit grâce à ses membres. Nous sommes reconnaissants du soutien des 300 personnes inscrites comme membres qui démontrent ainsi leur solidarité.

#### Devenir Membre

Les membres de l'association reçoivent régulièrement des informations sur les projets ainsi que sur l'aide au développement en général. Ils ont le droit de vote dans les organes de l'association.

#### Faire un don

En soutenant financièrement GeTM, vous apportez une contribution précieuse pour soutenir le développement dans les pays du Sud.

Les dons versés à l'association sont déductibles des impôts.

CCP: 12-1114-7

IBAN: CH 98 0900 0000 1200 11147

#### Genève Tiers-Monde

Rue Villereuse 6 1207 Genève

Téléphone: +41 (0)22 329 67 68

Email: info@getm.ch

www.getm.ch



